

comme solutions politiques de rechange. Encore que la tendance n'est pas exclue si l'on en juge par les derniers événements sanglants à l'Université où des étudiants islamistes se sont heurtés à des étudiants de gauche; des morts, des blessés et des arrestations ont constitué le bilan d'une opération qui en annonce certainement d'autres.

Qu'est-ce que l'islamisme ? Contrairement à ce que l'on pense, ce n'est pas un mouvement organisé; c'est, à l'origine, un sentiment partagé d'identification, d'affirmation de soi et de sa différence, au sens culturel du terme. Les mouvements qui se sont greffés sur ce courant sont en fait politiques. Comme le montre l'historien égyptien Mohammed Saïd Al-Ashmaoui, dans son livre «L'islamisme contre l'islam», il ne s'agit pas de controverses théologiques mais bien de critiques de régimes politiques. Le Coran, quand on l'invoque, sert surtout comme substitut aux normes et aux références socio-politiques en vigueur et comme instrument de démarcation par rapport aux cultures occidentales, et non comme ressource métaphysique et religieuse. Généralement, on s'attache, non pas à une organisation et à son programme, mais à une personnalité charismatique.

L'objectif est d'instaurer une «République islamique, inspirée des exemples d'Iran, d'Arabie saoudite et du Soudan». Rien de substantiel sur les plans économique, politique et social, sinon que la démocratie sera garantie par la *Choura* (assemblée indéfinie de consultation, comme son nom l'indique en arabe), que l'appareil juridique sera régi par la *Charia* (loi islamique basée surtout sur la tradition, le Coran ne comportant que quatre-vingt versets sur 6 200 consacrés à ce qui se rapporte au secteur juridique); il y a aussi la négation de la démocratie à l'occidentale, et surtout la réduction du statut de la femme, qui, pour les islamistes, semble être le seul pôle de préoccupation.

JUSQU'ICI, LES ISLAMISTES ONT UTILISÉ LA SEULE stratégie qu'ils aient élaborée : le harcèlement et l'action violente. En Algérie, trois semaines avant les élections, ils ont attaqué un poste frontalier de la garde nationale, ce qui a fait des morts et des blessés. L'armée nationale leur a fait la guerre et a arrêté la majorité des membres du groupe coupable. Il s'est avéré qu'ils avaient été formés et entraînés en Afghanistan. En Tunisie, le complot découvert en mai dernier visait à assassiner le chef de l'État au moyen d'armements sophistiqués, particulièrement des missiles *Stinger* américains fournis par les moudjahidin afghans. Auparavant, ils avaient utilisé le terrorisme, faisant exploser des bombes et lançant des attentats à l'acide sulfurique contre la population, à la sortie des bureaux pour mieux déstabiliser le régime. Au

Maroc, des affrontements sanglants ont opposé, en décembre, à l'Université, les islamistes et les gauchistes, et il y a eu plusieurs victimes.

L'EXEMPLE DE L'IRAN A INDÉNIABLEMENT SERVI DE catalyseur. Et il a été suivi au Soudan et au Pakistan. Tous ces groupes, qui adoptent des discours nationalistes, ne cultivent pas moins des relations entre eux. On a même établi l'existence d'une «Internationale intégriste» dont le siège se trouve à Khartoum (Soudan). Mais l'Iran, chiite, et l'Arabie saoudite, wahabite, se livre une certaine concurrence pour s'allier ces partis intégristes, et cela, pour des raisons politiques, car sur le plan religieux, les deux pratiquent une conception fondamentaliste de l'islam qui refuse tout progrès et est fermée à toute ouverture vers l'extérieur. C'est cela qui est considéré comme une menace, aussi bien à l'intérieur des pays qu'à l'étranger.

Pour la masse des classes moyennes salariées et pour la majorité des cadres supérieurs, l'islamisme signifierait un retour en arrière, un blocage de l'évolution, un obstacle aux progrès scientifiques et technologiques. Même si le désenchantement et l'exaspération touchent toutes les couches de la population, certains hésitent et refusent d'opter pour les «barbus». L'armée algérienne a décidé de mettre un frein au pouvoir islamiste, considéré comme un obstacle à son propre pouvoir et à ses ambitions. Dans un éditorial d'avril 1991, le journal de l'armée *Al Jaïch* expliquait les orientations et les ambitions des militaires algériens, traumatisés par la guerre du Golfe et soucieux de s'opposer à ce qu'ils considèrent comme le début d'une hégémonie occidentale. Et ils n'hésitent pas à dire des islamistes que ce sont des «alliés objectifs de cette stratégie occidentale». Ils tiennent à accélérer l'accès aux sciences et à la technologie et à développer leur armement, sans exclure le nucléaire.

La «satanisation» de l'Occident, en particulier des Américains et des Français, condamnés pour leur attitude lors de la crise du Golfe, constitue un thème fondamental, en particulier pour les inté-

gristes. Pour des raisons religieuses, bien sûr; mais aussi parce que la laïcité et tout ce qui en découle – comme la démocratie – est honnie et menace leur pouvoir. Les visées électoralistes ne sont pas, non plus, à exclure dans cette attitude. Comme c'est le cas pour l'Iran, le régime a besoin d'un ennemi extérieur, fixateur. Les relations avec l'Occident seront, bien sûr, basées sur les intérêts économiques, mais elles seront limitées et difficiles. Dans la région, il est à prévoir que les prix des matières premières et de l'énergie (pétrole, gaz) ne seront pas stables et que les délibérations au sein de l'OPEP changeront sensiblement avec le renforcement du camp des «durs» (Iran, Irak, Libye, Algérie). Le marché maghrébin, qui représentera près de 100 millions de personnes d'ici la fin du siècle, ne restera pas longtemps une chasse-gardée française. Certains dirigeants islamistes l'ont déjà laissé entendre.

DANS CES CONDITIONS, LES RELATIONS INTERNATIONALES s'en ressentiront. D'abord, entre les États musulmans, car les islamistes sont essentiellement nationalistes et fort peu unitaires. Même s'ils ont tissé des liens entre eux, il est peu probable que leurs politiques soient unifiées. On peut même s'attendre à des conflits, dès lors que les intérêts nationaux divergeront. Certains pensent qu'au Maghreb et ailleurs, la question des frontières héritée du colonialisme constituera une première et importante source de conflit. En ce sens, la «petite» Tunisie a tout à craindre d'une Algérie gouvernée par les intégristes. Pour les raisons évoquées plus haut, mais aussi parce que son système socio-politique, que les dirigeants actuels tournent vers la démocratie, les libertés et le libéralisme économique, sera fortement menacé.

Telle est la situation, tels sont les enjeux. Comment combattre ce qu'une partie importante de la population considère comme un danger mortel ? Jusqu'ici, les pouvoirs en place n'ont pu mater les islamistes. Ni par la répression, ni par le rapprochement, comme l'a fait à ses dépens l'ancien président algérien. Alors que le souffle de la démocratie commence à toucher la région

(Tunisie, Algérie), l'intégrisme promet une dictature religieuse. Et les pouvoirs s'interrogent : faut-il permettre aux «ennemis de la démocratie de profiter de la démocratie pour mieux l'écraser» ? L'instauration, en Algérie, d'un Haut Comité d'État qui livre une lutte acharnée au FIS, est fortement discutée par les puristes de la démocratie. D'autres y voient, au contraire, la seule voie vers une transition démocratique et la seule chance d'asseoir la démocratie sur des bases solides. Certains vont même jusqu'à accepter l'éventualité d'une dictature militaire, parce que le peuple peut s'insurger contre des militaires, mais il ne peut contester Dieu. □



Bernice Eschenlein